



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE de LANÇON-PROVENCE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

013-261301196-20240115-D24-01-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/01/2024

Affichage : 18/01/2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DE LANÇON-PROVENCE

SÉANCE DU 15 JANVIER 2024

Membres :

En exercice 9

Présents 2

Votants 4

L'An deux-mille-vingt-quatre, le quinze janvier, à quinze heures,
Le Conseil d'Administration du CCAS
Dûment convoqué, s'est réuni dans la salle habituelle de ses séances,
Sous la présidence de Madame Virginie VIOLA, qui procède à l'appel des membres.

Date de la convocation : 10 janvier 2024

Présents : Mme Virginie VIOLA, Mme Marie-France MATILDE

Absents excusés : Mme Julie ARIAS, M. Eric LEDARD, Mme Odile CARLETTO,
Mme Fanny VIARD, Mme Sandrine PERALDI

Procurations : Mme Pauline BECHET a donné procuration à Mme Virginie VIOLA ;
Mme Marie-Cécile DEMARIE a donné procuration à Mme Marie-France MATILDE

Secrétaire de séance : Mme Carine BONIFACINO - Directrice du CCAS

RAPPORTEUR : Madame Virginie VIOLA

N° : 24-01

Objet : Conseil d'Administration du 6 novembre 2023
Approbation du Procès-Verbal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-15 qui prévoit que le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante et signé par le Maire et le ou les secrétaires,

VU l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil d'Administration d'arrêter le procès-verbal de la séance du 6 novembre 2023,

Sur proposition du Rapporteur, le Conseil d'Administration, *à l'unanimité (4 voix Pour)*

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 6 novembre 2023,

PRÉCISE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de

(Suite de la délibération n° 24-01)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

013-261301196-20240115-D24-01-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/01/2024

Affichage : 18/01/2024

sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télécours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr. Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux.

Délibération adoptée :

Ont voté Pour : 4

Ont voté Contre : 0

Abstention : 0

Fait et délibéré les Jour Mois et An que dessus

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LANÇON, le 15 janvier 2024

Madame le Maire,

Présidente du CCAS,

Julie ARIAS

